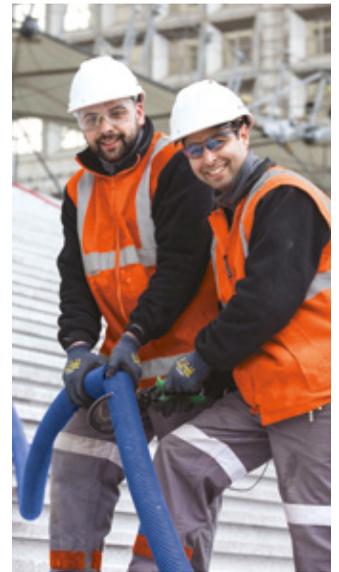




INFRASTRUCTURES,
**LES CITOYENS
ONT LA PAROLE**

RAPPORT D'ACTIVITÉ 2017



LES CITOYENS ONT LA PAROLE !

Qu'il s'agisse de mobilité, de numérique, d'énergie ou de réseaux d'eau, les Français ont beaucoup à dire...

En organisant des débats participatifs dans toute la France, la FNTF et ses fédérations régionales sont parties à la rencontre de centaines de citoyens pour écouter leurs attentes, parfois leurs déceptions et leurs espoirs, en matière de vie quotidienne et de développement des territoires.

Un point commun à toutes ces rencontres : les infrastructures sont au cœur des préoccupations ! Elles renforcent les territoires, transforment la vie quotidienne et redonnent des perspectives d'avenir...

Les entreprises françaises de Travaux Publics partagent ce constat et œuvrent pour l'intérêt général. 7 400 entreprises de toutes tailles qui emploient plus de 235 000 salariés, construisent, entretiennent et modernisent les infrastructures et réseaux. Elles réalisent 63,5 milliards d'euros de chiffres d'affaires en 2016, dont près de 44 % à l'international.



VISIONNER LA RESTITUTION DES DÉBATS SUR :
WWW.FNTP.FR



P.2 LE MOT DU PRÉSIDENT

P.4 CHIFFRES CLÉS

P.5 GRAND TÉMOIN

01 CONSTRUIRE LES TERRITOIRES

et innover
au quotidien

- P.6 Avant-propos
- P.8 Les Travaux Publics en France et dans le monde
- P.10 Les infrastructures au service des citoyens
- P.12 Emploi formation
- P.13 Numérique et innovation



02 RENFORCER LES TERRITOIRES

et mieux
les réinvestir

- P.14 Avant-propos
- P.16 Préserver l'existant
- P.18 Soutenir l'économie
- P.20 Solidarité et équité



03 TRANSFORMER LES TERRITOIRES

et accompagner
les transitions

- P.22 Avant-propos
- P.24 Des projets pour demain
- P.26 Pour une croissance verte
- P.28 Des infrastructures « intelligentes »



04 IMAGINER LES TERRITOIRES

et définir un cap

- P.30 Avant-propos
- P.32 Programmation et gouvernance
- P.34 Financement des infrastructures



P.36 FNTF EN SAVOIR PLUS

P.37 LES FÉDÉRATIONS RÉGIONALES

▶ **Avec l'organisation de débats participatifs, vous avez engagé une démarche innovante en allant recueillir sur le terrain les attentes des citoyens. Quel bilan en tirez-vous ?**

BRUNO CAVAGNÉ: Un bilan forcément positif. Nous avons rencontré des centaines de citoyens. C'est toujours enrichissant de venir écouter ceux qui utilisent tous les jours les infrastructures que nous construisons. On voit bien que nous partageons avec eux un même discours sur le besoin d'équipements de qualité dans notre pays. Souvent les propos sont bienveillants, parfois ils sont virulents, mais ils sont toujours constructifs ; et on le comprend facilement. Les citoyens savent ce que les infrastructures leur apportent au quotidien, mais si celles-ci ne sont pas bien entretenues et développées, alors elles peuvent aussi devenir source de frustrations voire d'isolement pour de nombreuses personnes. Comme les vaisseaux sanguins, les réseaux sont vitaux pour l'irrigation et le développement de nos territoires. L'organisation de ces débats, c'est notre manière de faire entendre les attentes des citoyens en matière d'infrastructures.

▶ **Vous avez été réélu pour un mandat de 3 ans à la présidence de la FNTF. Quels seront vos prochains défis pour la profession ?**

B.C.: En termes de conjoncture économique, nous espérons être entrés dans un nouveau cycle positif. Depuis la fin d'année 2016, nous percevons des signaux positifs et, si le chiffre d'affaires reste à un niveau encore trop bas après huit années de crise, le moral des chefs d'entreprises est meilleur et les carnets de commande se regarnissent.



“
**DES CHOIX CLAIRS
 DOIVENT ÊTRE DÉFINIS
 ET ILS DOIVENT
 ÊTRE PROGRAMMÉS
 ET FINANCÉS.**”

Dans ce contexte, nos entreprises ont besoin d'une Fédération qui les soutient et qui s'adapte. Il nous apparaît important par exemple d'accompagner nos entrepreneurs dans le processus de digitalisation de leur entreprise avec la création d'une formation « TP BIM » spécialement adaptée au secteur. Nous prendrons d'autres initiatives de ce genre rapidement. Bien sûr, nous continuons également à faire de la pédagogie et des propositions en ce qui concerne la politique d'infrastructures. Lors du Forum des Travaux Publics organisé en février 2017, nous avons invité les candidats à l'élection présidentielle à s'exprimer sur ce thème.

À cette occasion, Emmanuel Macron s'était engagé à la création d'un Conseil d'orientation des infrastructures. Il est important de faire entendre nos messages auprès des décideurs publics. Il y a tellement à faire en France en matière d'infrastructures pour améliorer le quotidien des Français.

▶ **À ce sujet, vous êtes personnellement investi dans ce Conseil d'orientation mis en place avec les Assises de la mobilité. Pourquoi est-ce si important pour les Travaux Publics ?**

B.C.: Il est essentiel de définir la vision de ce l'on veut pour le pays, pour ensuite mettre en œuvre la politique d'infrastructures pour y parvenir. La création de ce Conseil était l'un de mes combats et nous avons été entendus. Consulter l'ensemble des acteurs concernés est une bonne méthode. Maintenant, il reste beaucoup à faire pour qu'un véritable projet émerge de ces Assises et qu'il se traduise dans la loi d'orientation et de programmation des mobilités début 2018. C'est pourquoi nous nous y investissons pleinement. Les besoins existent dans notre pays, que ce soit dans l'entretien des réseaux ou leur adaptation aux transformations de notre société. Des choix clairs doivent être définis et ils doivent être programmés et financés : ceci est vrai dans le domaine des infrastructures de transport mais c'est aussi le cas pour les réseaux d'eau, d'énergie ou encore le numérique. Donner une nouvelle impulsion et tenir le cap, voilà ce que nous attendons pour les cinq prochaines années ! ■



RETROUVEZ L'INTERVIEW COMPLÈTE SUR :
WWW.FNTF.FR

L'ESSENTIEL DES TRAVAUX PUBLICS EN CHIFFRES

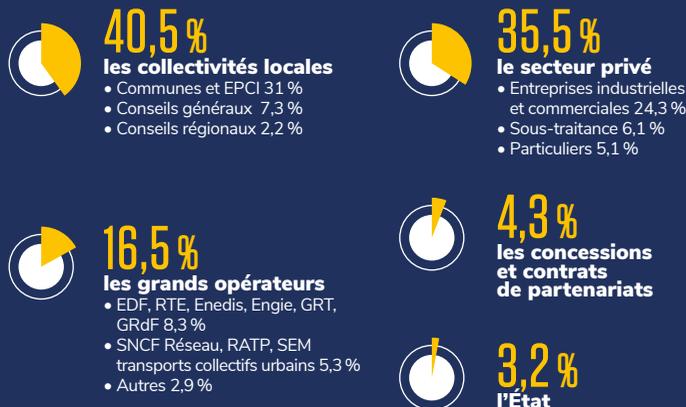
35,7 Mds €
d'activité en France

27,8 Mds €
d'activité à l'international

▶ 7 400 ENTREPRISES



▶ POUR QUI TRAVAILLENT LES TRAVAUX PUBLICS ?

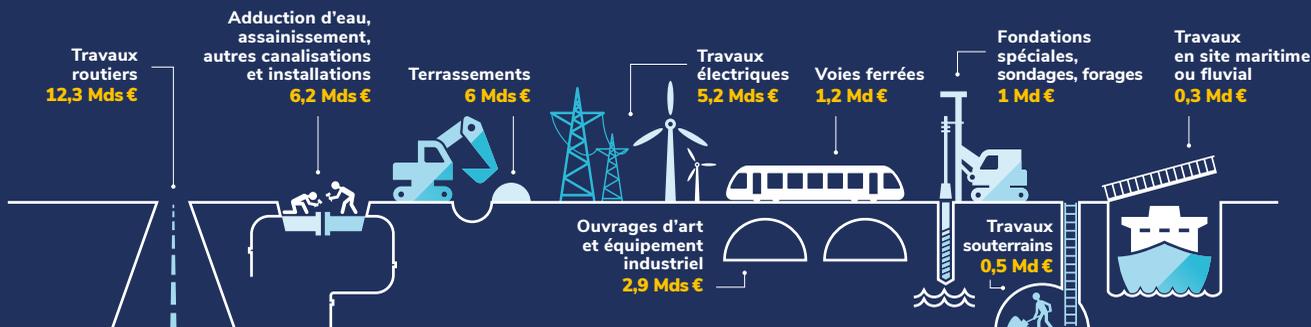


▶ 235 300 SALARIÉS PERMANENTS EN FRANCE travaillent directement dans les Travaux Publics

Environ 90 000 salariés travaillent dans la filière TP : maîtrise d'œuvre privée, fournisseurs de matériel et matériaux et entreprises de service.



▶ UNE DIVERSITÉ D'OUVRAGES



RENCONTRE AVEC FRÉDÉRIC GILLI

MAÎTRE DE CONFÉRENCES À SCIENCES PO
ET DIRECTEUR ASSOCIÉ DE L'AGENCE GRAND PUBLIC



Au printemps 2017, la FNTP est allée à la rencontre des Français. Ces 11 réunions « citoyennes », ont prouvé qu'il était possible de mener des débats constructifs respectant les points de vue de chacun : les Français aspirent à dépasser les faux-débats pour mener un dialogue serein, utile au développement du pays.

Le premier constat est que les infrastructures sont un sujet qui intéresse les Français et cela où que l'on soit dans le pays. Ils font clairement des infrastructures un sujet stratégique pour l'avenir du pays. Ils disent : les voies ferrées, autoroutes, TGV, aéroports ont modelé les paysages, permis les équilibres entre les territoires, garanti la compétitivité du pays. Alors que de nouveaux besoins émergent pour le XXI^e siècle, les Français s'inquiètent du pays que nous sommes en train de construire pour nos enfants.

Les mêmes questions se posent, partout, que l'on soit à Vannes, Paris, Besançon ou Agen.

► **L'égalité entre les citoyens où qu'ils habitent** : les rencontres ont permis de vérifier que le débat « métropoles » vs « France périphérique » faisait écho à une vraie préoccupation de nos concitoyens mais qu'il était mal posé. De nombreux participants ont dit qu'ils voulaient de meilleures infrastructures pour pouvoir développer leurs projets et leur territoire : il n'y a pas une France arrêtée et une France en mouvement, mais les retards et disparités de traitement nourrissent l'inquiétude

des Français et alimentent un sentiment d'abandon. Ils savent que tout n'est pas possible immédiatement mais souhaitent que les efforts soient connus, planifiés et répartis de façon équitable.



IL EST POSSIBLE D'INVENTER ENSEMBLE UNE NOUVELLE FAÇON D'AMÉNAGER NOS TERRITOIRES.

► **Investir dans le développement durable du pays** : Les Français ont dit que les infrastructures jouaient un rôle essentiel dans l'accès à l'emploi, au savoir, à la santé. Demandeurs d'emploi, jeunes, chefs d'entreprise, familles, beaucoup sont revenus sur la nécessité d'avoir des infrastructures modernes pour que nos entreprises et nos territoires soient en capacité de faire face à la grande mutation qu'annonce la numérisation massive de nos économies... en soulignant qu'il ne suffisait pas de mettre la fibre et la 4G mais que les infrastructures « classiques » devaient

suivre aussi, en intégrant les enjeux de durabilité. S'ils ont les contraintes budgétaires à l'esprit, ils considèrent que, bien choisies, les infrastructures ne sont pas des dépenses mais des investissements stratégiques.

► **La question démocratique :**

Les participants ont surtout appelé à de nouvelles façons de choisir et concevoir les investissements. Tout le monde se dit globalement favorable à l'idée de développer le pays. Or les conflits se multiplient autour des projets d'aménagement : c'est le signe que l'on s'y prend mal, disent les participants. Quel que soit leur horizon politique, ils demandent que les citoyens soient impliqués plus en amont dans les décisions, au moment où les enjeux stratégiques sont instruits.

Au final, ces rencontres citoyennes apportent la preuve qu'il est possible d'inventer ensemble une nouvelle façon d'aménager nos territoires. Elles suscitent beaucoup d'attentes des participants envers les élus, l'administration, les entreprises pour qu'ils se hissent à la hauteur des enjeux mais elles amorcent aussi une nouvelle relation entre la communauté des Travaux Publics et les Français. ■



DÉCOUVREZ LA VIDÉO DE LA RENCONTRE SUR :
WWW.FNTP.FR



CONSTRUIRE LES TERRITOIRES ET INNOVER AU QUOTIDIEN

Le secteur des Travaux Publics se réinvente chaque jour afin de construire, entretenir et moderniser les infrastructures et améliorer ainsi le quotidien des Français.

PAROLE DE CITOYEN



ISABELLE,
Pharmacienne retraitée, Verdun

“ L'eau,
le chauffage,
l'électricité...
C'est vital, c'est
comme le sang dans
le corps humain.
Personne n'imagine
un instant vivre sans
tous ces confort.

Les entreprises de Travaux Publics conçoivent, construisent, exploitent et entretiennent les infrastructures au service des habitants partout dans le monde. En France, elles sont présentes

sur l'ensemble du territoire, aussi bien en zone urbaine que rurale. Véritable fleuron de l'ingénierie nationale, le secteur s'approprie les évolutions technologiques et la révolution numérique en cours pour innover à chaque instant. Cette excellence s'exporte et le savoir-faire des entreprises françaises est reconnu sur les cinq continents.

La profession s'appuie également sur ses ressources humaines formées aux enjeux de demain.

Résolument tournée vers l'avenir, la formation dans les Travaux Publics s'adapte aux besoins des entreprises et aux enjeux de la transition écologique. Les projets connectés, l'évolution des infrastructures, les nouveaux usages, la conduite des derniers engins, l'innovation des matériaux... font partie du quotidien des étudiants du secteur.

Les entreprises de Travaux Publics emploient plus de 235 000 salariés permanents qui œuvrent au quotidien pour le développement et la préservation des infrastructures. ■

LES TRAVAUX PUBLICS EN FRANCE ET DANS LE MONDE

► Les entreprises françaises de Travaux Publics réalisent 63,5 milliards d'euros de travaux, dont près de 44 % hors de l'Hexagone. En France, ces entreprises sont réparties sur l'ensemble des territoires, équipant aussi bien les zones urbaines que rurales. Dans le monde, elles exportent leur savoir-faire sur tous les continents.

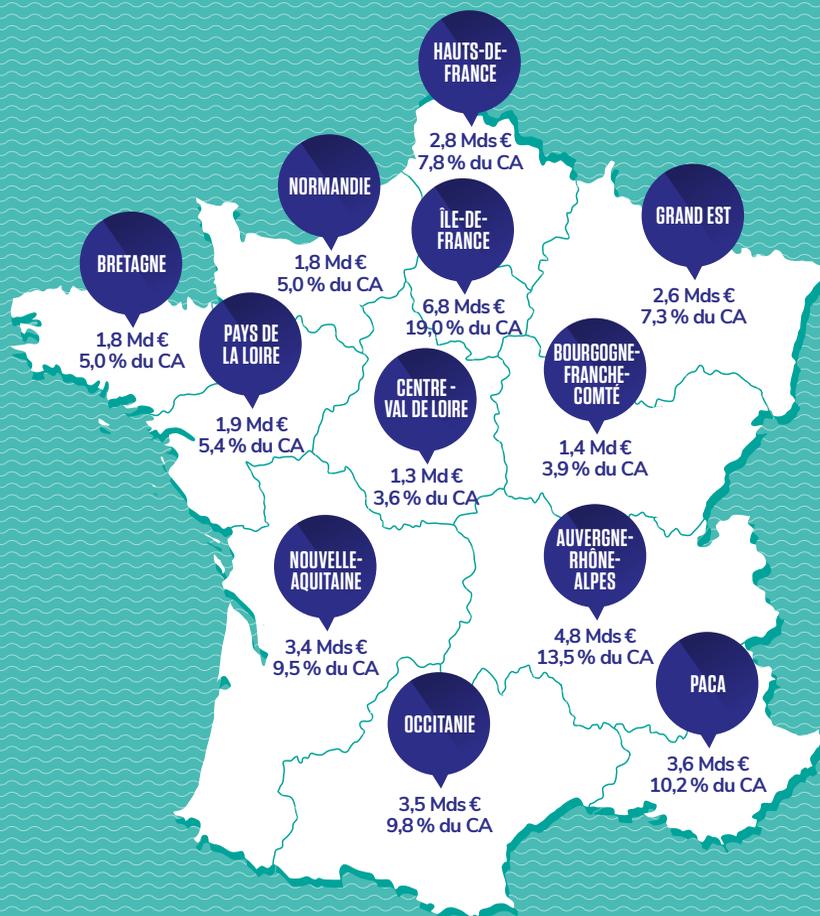
2016, UNE ANNÉE DE TRANSITION POUR LES TRAVAUX PUBLICS

Dans un contexte de contraintes budgétaires, la chute de la commande publique a entraîné le secteur des Travaux Publics ces 9 dernières années dans l'une des plus sévères crises de son histoire : entre 2008 et 2016 le secteur a perdu plus d'1/5 de son chiffre d'affaires et près de 30 000 emplois permanents ont été détruits.

Après deux années 2014 et 2015 particulièrement noires, le secteur affiche enfin en 2016 des premiers signaux d'inflexion de l'activité. Malgré un chiffre d'affaires en diminution de 0,8 % en euros constants (35,7 milliards d'euros), l'hémorragie semble stoppée et le secteur retrouve peu à peu des couleurs. Toutefois, les disparités entre métiers et régions restent fortes.

L'amélioration progressive des prises de commandes laisse cependant entrevoir de meilleures perspectives pour l'activité du secteur au fil des prochains mois.

Chiffre d'affaires dans les régions françaises en 2016



Chiffre d'affaires des entreprises françaises de Travaux Publics à l'international en 2016



UNE RECONNAISSANCE INTERNATIONALE DES INFRASTRUCTURES FRANÇAISES

Avec 27,8 milliards d'euros, les entreprises françaises de Travaux Publics réalisent près de 44 % de leur chiffre d'affaires hors métropole. Leur capacité à travailler sur des projets complexes et à apporter des solutions globales à leurs clients en fait des acteurs incontournables sur les marchés mondiaux des infrastructures. Principalement présentes sur les marchés européens (47 %), elles s'exportent partout dans le monde : l'Amérique du Nord et l'Afrique représentent ainsi près du tiers de leur activité internationale. D'autres continents émergent tels que l'Asie, l'Amérique Latine, l'Océanie et le Proche et Moyen-Orient, et l'activité s'y consolide année après année. Preuve de leur succès et de leur reconnaissance internationale, l'activité des entreprises françaises hors des frontières nationales a progressé de plus de 45 % en 10 ans ! ■

CHIFFRE D'AFFAIRES INTERNATIONAL EN 2016 PAR ACTIVITÉ

Travaux routiers et terrassements généraux

9,5 Mds € 34,3 %

Ouvrages d'art et d'équipement industriel

3 Mds € 10,8 %

Travaux de transport et de distribution de gaz et fluides divers

0,5 Md € 1,9 %

Travaux électriques

6,5 Mds € 23,5 %

Fondations spéciales, sondages, forages

2,5 Mds € 9,1 %

Travaux en site maritime ou fluvial

0,4 Md € 1,3 %

Travaux de la filière eau et environnement

3,6 Mds € 13,0 %

Voies ferrées

1,6 Md € 5,6 %

Travaux souterrains

0,2 Md € 0,5 %

LES INFRASTRUCTURES AU SERVICE DES CITOYENS

► **Les entreprises de Travaux Publics travaillent chaque jour à la construction des infrastructures de demain et à leur entretien. Véritable système sanguin du pays, les réseaux irriguent les territoires et contribuent à leur développement économique, à leur avenir et à la qualité de vie de leurs habitants.**



► EAU : UN PATRIMOINE À RENOUVELER

Le patrimoine de l'eau, évalué à plus de 400 milliards d'euros, se compose d'un million de km de réseaux d'eau potable, 370 000 km de réseaux d'assainissement, 21 000 stations d'épuration et de structures de stockage. La préservation de ce patrimoine est un enjeu de société majeur : 3 Français sur 10 s'inquiètent de l'état des canalisations.

► FAIRE FACE AUX DÉFIS ÉLECTRIQUES

Défi de la production avec l'entretien et la construction de centrales électriques, barrages ou autres énergies renouvelables. Défi de la distribution avec 100 000 km de lignes de transport à haute tension et 1,4 million de km de lignes de distribution aériennes et souterraines. Défi du déploiement de bornes de recharges pour véhicules électriques avec 20 000 points de recharge déployés en 2017 pour un objectif de 100 000 à horizon 2020. Défi d'un éclairage public performant où 75 % des installations dans les communes ont plus de 25 ans.

► STOCKER, TRANSPORTER ET DISTRIBUER LE GAZ

Les 35 000 km de gazoducs et 200 000 km de canalisations de distribution de gaz font partie des réseaux stratégiques d'un territoire, aux côtés des terminaux méthaniers et des réservoirs de stockage.

► ACCÉLÉRER LES ÉCHANGES D'INFORMATIONS

Le déploiement de la fibre optique est une condition indispensable au développement de l'économie numérique. 20 milliards d'euros sont ainsi programmés dans le cadre du Plan France Très Haut Débit (THD) avec l'objectif de couvrir 100 % du territoire français d'ici à 2022. Cet investissement est essentiel car 55 % des logements français n'ont toujours pas accès au très haut débit.

► PROTÉGER LES TERRITOIRES

La protection des milieux fragiles, la construction de digues pour lutter contre les inondations ou les travaux de génie écologique sont des enjeux majeurs. Le coût des inondations du mois de juin 2016 en France est évalué à 1 milliard d'euros. En rendant les territoires résilients face aux aléas, il s'agit de limiter au maximum l'impact des catastrophes naturelles sur les habitants et sur leurs biens.

► MIEUX VIVRE ET SE DÉPLACER

Les métros, tramways ou bus à haut niveau de service améliorent la mobilité et l'accessibilité dans les zones urbaines et d'emplois. 1 Français sur 4 a déjà dû refuser un emploi ou une formation faute de moyen de transport. La construction de plateformes d'échanges favorise le développement de l'intermodalité et des nouveaux modes de déplacements des citoyens : covoiturage, auto-partage, vélos, bus... Les équipements publics, aménagements urbains ou espaces verts, sont aussi des éléments-clés du bien-être des citoyens et de l'attractivité d'une ville.



► OUVRIER LES TERRITOIRES À L'INTERNATIONAL

Les aéroports sont les portes d'entrées de la France et du continent européen. En France, ils ont accueilli environ 155 millions de passagers en 2016. Quant aux ports, avec 344 millions de tonnes de marchandises et 31 millions de passagers annuels, ce sont aussi des piliers incontournables du développement international.

► DÉVELOPPER ET RÉHABILITER LE RÉSEAU FERROVIAIRE

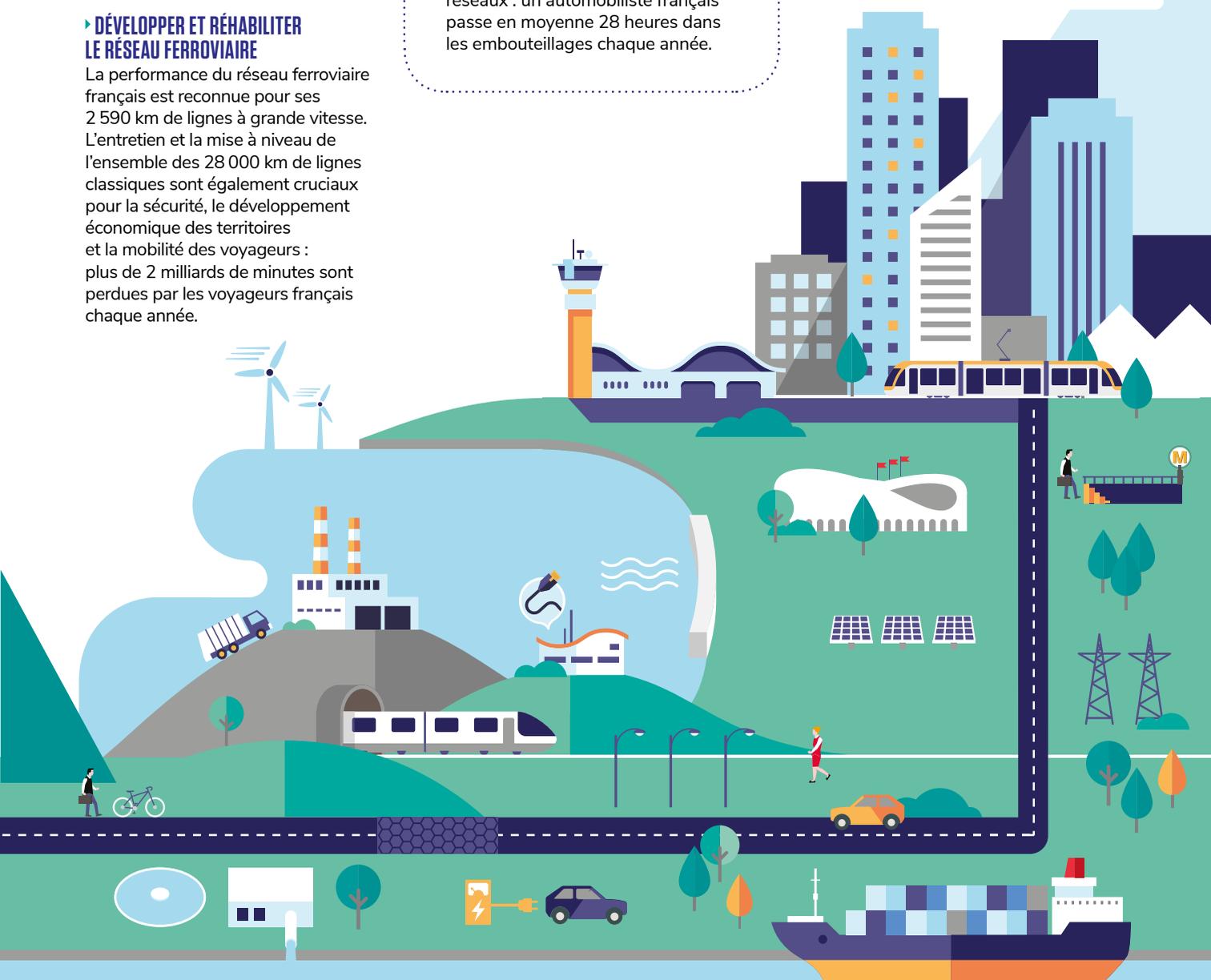
La performance du réseau ferroviaire français est reconnue pour ses 2 590 km de lignes à grande vitesse. L'entretien et la mise à niveau de l'ensemble des 28 000 km de lignes classiques sont également cruciaux pour la sécurité, le développement économique des territoires et la mobilité des voyageurs : plus de 2 milliards de minutes sont perdues par les voyageurs français chaque année.

► AMÉLIORER ET ENTRETIENIR LES RÉSEAUX ROUTIERS

11 000 km d'autoroutes, 390 000 km de routes nationales et départementales, 688 000 km de routes communales, 200 000 ponts et 900 tunnels routiers constituent le patrimoine routier français. De nouvelles générations de routes voient le jour : connectées, géothermiques, luminescentes, solaires... Il est impératif d'entretenir, de moderniser et de développer ces réseaux : un automobiliste français passe en moyenne 28 heures dans les embouteillages chaque année.

► RELANCER LE TRANSPORT PAR VOIE FLUVIALE

Avec 8 500 km de voies navigables, la France dispose d'un quart du réseau fluvial européen. Pourtant, le fret associé représente moins de 3 % du transport de marchandise contre près de 9 % en Allemagne. D'importants travaux de mise à grand gabarit ou de connexions sont nécessaires.



EMPLOI FORMATION

▶ Avec une politique de formation adaptée aux besoins des entreprises et des salariés, le secteur des Travaux Publics est un vecteur puissant d'insertion sociale et économique en France.

▶ Réunion de chantier

Du CAP à l'école d'ingénieurs, les écoles des Travaux Publics forment chaque année 34 000 jeunes, dont 8 000 apprentis. L'apprentissage est un axe fort de la formation de la profession et une préoccupation partagée par les Français : plus de 4 citoyens sur 5 le considèrent comme un remède efficace contre le chômage.

La formation dans les Travaux Publics est un exemple de réussite d'une stratégie de branche en adéquation avec les attentes des jeunes et les besoins des entreprises qui se traduit concrètement : 85 % des étudiants

74 %

des Français ont une bonne image de l'apprentissage.

du campus d'Egletons intègrent par exemple définitivement leur entreprise d'accueil à leur sortie de l'école. Les besoins sont grands : à titre d'exemple, le seul déploiement des réseaux numériques nécessitera 3 800 recrutés par an en moyenne jusqu'en 2021.

Ouvriers, employés ou ingénieurs : chacun trouve sa place sur les chantiers de Travaux Publics car tous les niveaux de qualifications sont nécessaires, de la conception à l'entretien des infrastructures. Parmi les 235 000 salariés permanents du secteur, plus de la moitié sont ouvriers et un quart sont employés. En plus d'être non délocalisables, ces emplois se situent partout en France. Les entreprises de Travaux Publics proposent de véritables carrières à construire selon la motivation de chacun : la diversité des métiers et les nombreuses possibilités d'évolution en font un secteur où tout est possible pour qui veut réussir ! ■



PAROLE DE CITOYEN

“ Pendant les années à venir, c'est à nous, les jeunes, de reprendre le flambeau pour continuer ce que les anciens ont fait en matière d'infrastructures.

Élève en CAP ETPN, Alençon

NUMÉRIQUE ET INNOVATION

► **Conception, construction, exploitation et maintenance, l'innovation et le numérique interviennent à toutes les étapes du cycle de vie d'une infrastructure.**

LA NOUVELLE DONNE DU NUMÉRIQUE

La digitalisation des métiers est une tendance de fond dans tous les secteurs d'activité. Dans les Travaux Publics, le numérique s'invite désormais dans les différentes phases de conception, de réalisation et d'exploitation des infrastructures.

L'utilisation du BIM (Building Information Modeling) se développe pour aider à la conception et au suivi d'un chantier. Il est porteur de nouvelles méthodes de travail et d'un partage de données fiables tout au long du cycle de vie d'une infrastructure, de sa conception jusqu'à sa démolition.

Engins de chantier équipés de GPS, casques à réalité augmentée, suivi en temps réel de matériaux et équipements, capteurs géophysiques, impression 3D, drones... Ces technologies numériques fluidifient et facilitent la phase de construction des réseaux et engendrent de nombreux gains de productivité.

L'exploitation et la maintenance des infrastructures sont aussi concernées par cette révolution digitale. Avec la maintenance prédictive, l'entreprise intervient en amont de dommages réels.

Des capteurs de données installés sur des ouvrages d'art par exemple, avertissent d'un éventuel mouvement suspect de la structure et ou d'une usure de matériaux. Les coûts d'entretien sont ainsi réduits et la sécurité des ouvrages renforcée. ■

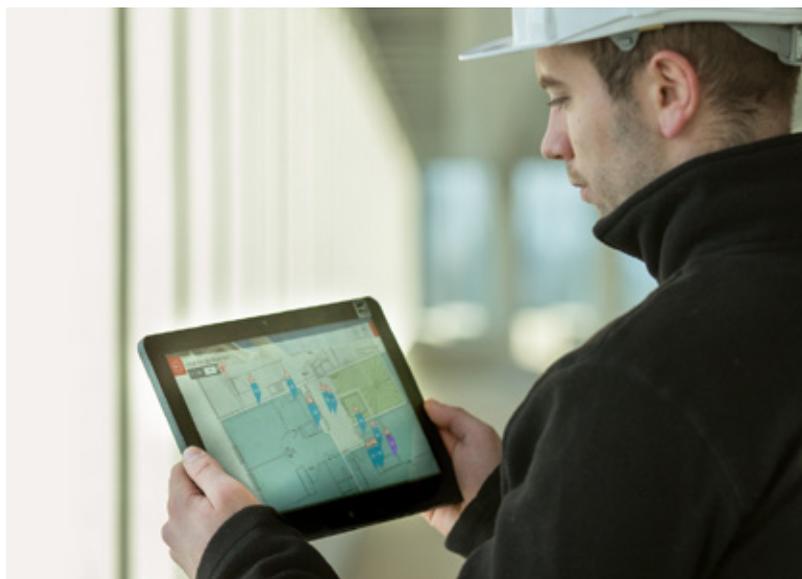


POUR TOUT SAVOIR SUR LE BIM :
WWW.FNTP.FR

ZOOM SUR

Les innovations ne sont pas seulement numériques !

Pour répondre aux défis de la transition écologique et de l'amélioration du bien-être des citoyens, les entreprises de Travaux Publics expérimentent et innovent au quotidien. Cependant, « innovation » n'est pas synonyme de « numérique » car les innovations sont de plusieurs natures : procédés de construction, organisation des entreprises, recyclage des déchets, performances des matériaux... Elles se concrétisent ainsi sous différentes formes : enrobés anti-bruits ou composés à 100 % d'agrégats recyclés, écrans acoustique 3D en béton de bois, chaussées chauffantes, sous-couches routières fibrées de chanvre local, fondations géothermiques, noues d'infiltration, parkings absorbants...



► Suivi de chantier sur tablette numérique

A blurred high-speed train moving at night, with its lights and motion creating a sense of speed. The train is white with blue and yellow accents. The background is dark, with some overhead wires and structures visible.

RENFORCER LES TERRITOIRES ET MIEUX LES RÉINVESTIR

Investir dans les réseaux et entretenir l'existant, c'est d'abord l'assurance de fournir à tous les citoyens les services de base dont ils ont besoin. C'est aussi investir dans l'avenir des territoires. Ne rien faire, c'est accroître les fractures sociales, territoriales et économiques.

PAROLE DE CITOYEN



AHMED,
Agent administratif, Trélazé

“ Notre pays est un véritable fleuron mais paradoxalement il manque de liens et de passerelles entre les populations car de plus en plus de gens n'ont plus accès à ses infrastructures.

Les inégalités entre territoires ou habitants s'accroissent.

Les fractures géographiques (rural – urbain, métropole – ville moyenne, centre – périphérie, Nord – Sud, Est – Ouest...) se traduisent de façon multiple : inégalités d'accès à l'emploi, aux transports, au numérique, à un cadre de vie de qualité (pollution, bruit etc...)... À titre d'illustration, 40 % de la population réside dans un territoire sans transport collectif et le budget transport d'un habitant en milieu rural est 20 % plus élevé que celui d'un citadin...

Ces inégalités ne sont pas immuables. Connecter les pôles d'emplois et de logements par des infrastructures de transports efficaces et sûres, relier les Hommes par les réseaux numériques de dernière génération, assurer la distribution et le traitement d'une eau de qualité grâce à des réseaux d'adduction et d'assainissement bien entretenus, fournir une énergie propre et sans interruption de service aux ménages et aux entreprises... Les infrastructures permettent de renforcer la cohésion sociale et territoriale et de créer les conditions du développement économique. ■

PRÉSERVER L'EXISTANT

► Rendre un service de qualité aux citoyens demande de consacrer suffisamment de moyens financiers à l'entretien des infrastructures. Le sous-investissement chronique dans les réseaux se répercute aujourd'hui sur le quotidien des Français et sur leur avenir.

DES MOYENS FINANCIERS INSUFFISANTS DANS LES RÉSEAUX

Les routes, ponts, voies ferrées, ports et aéroports, réseaux de communication, d'électricité et d'eau... constituent un immense patrimoine. En France, il est évalué à plus de 2 000 milliards d'euros, l'équivalent d'un an de PIB !

Pourtant, ce patrimoine se dévalorise et se dégrade chaque jour par manque d'entretien. Les investissements minimum pour le maintenir en état ne sont pas réalisés : le MEDEF a mis en évidence des besoins

52 %
des Français estiment que l'état des routes s'est dégradé ces dernières années.

3 Français sur 10
s'inquiètent de l'état des réseaux d'eau.



► Pose de canalisations



► Réfection du tablier du pont de Normandie entre Le Havre et Honfleur

d'infrastructures de réseaux qui s'élèvent à près de 50 milliards d'euros par an, soit 25 % de plus que le niveau actuel de dépenses. En dépit de ce constat, les investissements en infrastructures ne cessent de chuter : dans le transport, ils sont en baisse de 7,7 % en 2015 et de nouveau de 6,2 % en 2016. L'état de la structure des chaussées du réseau routier national en pâtit. L'indice de qualité routière, en diminution depuis 2009, révèle désormais que 16 % du réseau national est en mauvais état structurel et 30 % en mauvais état de surface. Pour les ponts, la tendance est identique avec une dégradation forte et des problèmes de structures récurrents. Plus de la moitié des Français estiment d'ailleurs que l'état des routes s'est détérioré ces dernières années. En matière de réseau ferré, le retard d'entretien est également conséquent : l'âge moyen de la partie structurante du réseau ferroviaire est de 23 ans aujourd'hui, contre 17 ans il y a 20 ans.

En comparaison de ses voisins européens, la France investit relativement moins dans ses infrastructures de transport : au cours des dix dernières années, quand elle investit 100 euros sur 1 kilomètre de route, l'Allemagne en investit 155 et l'Espagne 437.



PAROLE DE CITOYEN



“ Les infrastructures, pour qu’elles puissent perdurer, doivent être bien entretenues. Cela demande un investissement tant en personnes qu’en moyens.

FRANÇOISE,
Éducateur sportif, Verdun

INVERSER LA TENDANCE ET PRÉPARER L'AVENIR

Pour le bien-être de tous et préparer l’avenir, il est urgent d’accélérer la remise à niveaux des équipements. Avec le taux de renouvellement actuel, il faudrait plus de 170 ans pour renouveler entièrement les réseaux d’eau potable contre une durée de vie théorique des canalisations comprise entre 50 et 80 ans.

Au-delà du rythme, il faut aussi prendre en compte les coûts pour la société engendrés par le non-entretien. Par exemple, les retards ferroviaires ont un coût socio-économique évalué à 1,5 milliard d’euros par an et celui des embouteillages à 17 milliards d’euros par an.

Entretien aujourd’hui est source d’économies pour demain. Le renouvellement partiel annuel de 2 % du linéaire des voies ferroviaires permettrait d’éviter le « mur de l’argent » d’un renouvellement total de la ligne en fin de vie. À l’inverse, si rien n’est fait, les dépenses seront exponentielles pour la rénovation lourde ou la reconstruction de l’infrastructure. Cette dette sur le patrimoine, certes invisible à court terme, pèsera sur les générations futures. Il est du devoir de la génération actuelle de mettre en place de façon urgente les moyens nécessaires à la préservation de cet héritage. ■

+ POUR ALLER PLUS LOIN :
CONSULTEZ LE RAPPORT DU MEDEF
SUR LES INFRASTRUCTURES DE RÉSEAUX

LES FRANÇAIS EN PREMIÈRE LIGNE FACE À LA BAISSÉ DE LA QUALITÉ DE SERVICE

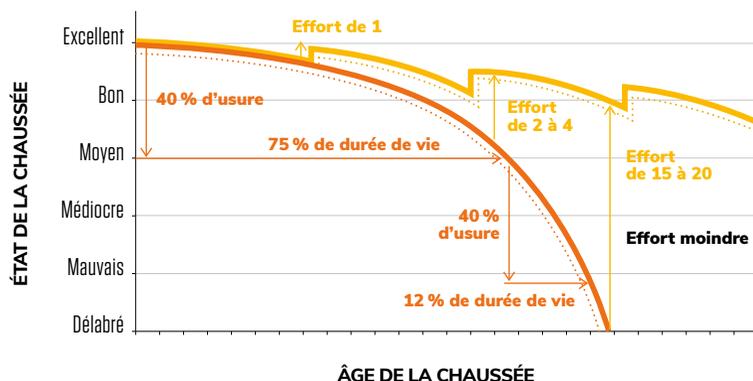
Le sous-investissement entraîne de lourdes conséquences pour les citoyens qui utilisent quotidiennement les infrastructures : retards, accidents, coupures d’électricité, embouteillages... deviennent de plus en plus fréquents.

Avec 5 300 kilomètres de ralentissements pour insuffisance d’entretien, l’état du réseau ferré français inquiète. Il est impératif d’améliorer le modèle ferroviaire car il est trop souvent source d’exaspération pour ses utilisateurs.

Chaque année, plus de 2 milliards de minutes sont perdues par les voyageurs français et plus d’1 train sur 10 est en retard.

De même, 3 Français sur 10 s’inquiètent de l’état des réseaux d’eau. En effet, 1 litre d’eau potable sur 5 est perdu dans la nature par manque d’entretien, soit l’équivalent de 255 000 piscines olympiques par an ! Dans ce domaine, la prise de conscience des pouvoirs publics n’est pas encore au niveau, car moins de 50 % des réseaux ont été étudiés en vue de l’établissement d’un programme de renouvellement.

▶ NE PAS ENTREtenir AUJOURD’HUI COÛTERA PLUS CHER DEMAIN



SOUTENIR L'ÉCONOMIE

► Une économie solide repose sur des réseaux compétitifs : les infrastructures sont le socle de l'attractivité et du développement des territoires.

► Pont Raymond Barre à Lyon

L'INVESTISSEMENT PUBLIC, MOTEUR DE L'ÉCONOMIE

L'investissement public permet d'initier une relance économique et de soutenir cette reprise dans la durée. Selon une étude de l'OFCE, un choc d'investissement public équivalent à 1 point de PIB créerait 286 000 emplois dans le secteur marchand au bout de 5 ans en France.

Désormais, les principaux organismes internationaux (OCDE, Fonds Monétaire International, Banque Mondiale...) préconisent d'orienter les investissements publics vers les réseaux pour multiplier les impacts sur le développement économique. Le FMI estime qu'un point de PIB investi dans les infrastructures augmente la production de 0,4 % la première année

et de 1,5 % après 4 ans. Le déploiement des réseaux numériques est par exemple créateur d'emplois et entraîne de forts gains de productivité : un accroissement de 10 points de la pénétration du haut débit dans l'économie augmentera de 1 point la valeur du PIB selon France Stratégie.

L'investissement dans les infrastructures est un moteur pour l'économie qui se traduit concrètement en termes d'emploi au niveau local. Ainsi, 28 000 emplois d'ouvriers, commerciaux, ingénieurs, techniciens et installateurs seront générés par les travaux de déploiement des réseaux numériques dans les zones les moins denses de France à horizon 2022 d'après l'Observatoire des réseaux d'initiative publique.



PAROLE DE CITOYEN

“ Nous sommes à la veille d'une mutation énorme, celle du numérique, et je me pose des questions sur la capacité des infrastructures à m'accompagner dans cette mutation.

GILLES,
Chef d'entreprise, Chazelles-sur-Lyon

DES MAILLONS ESSENTIELS POUR FLUIDIFIER LES ÉCHANGES

Des infrastructures de qualité sont un gage de compétitivité pour les entreprises et l'ensemble de l'économie nationale : elles sont en effet essentielles aux déplacements du quotidien mais sont aussi au cœur de la chaîne logistique, tant pour approvisionner les entreprises que pour distribuer les produits finaux aux consommateurs.

Les réseaux supportent des flux de toutes sortes qui répondent à de multiples enjeux : mobilité dans de bonnes conditions des salariés et des citoyens, acheminement dans des délais courts de marchandises, transmissions sans interruptions de données numériques vers les entreprises et les ménages...

En 2016, 288 milliards de tonnes-kilomètres de marchandises transitent via le réseau routier, 93 milliards de voyageurs-kilomètres empruntent le réseau ferré tandis que chaque jour les Français passent en moyenne 50 minutes dans les transports entre leur domicile et leur travail.

En facilitant les échanges, la mise en service d'une infrastructure a des retombées positives pour les entreprises implantées à proximité. Dans une de ses études, l'INSEE estime ainsi l'impact économique du TGV à environ de 0,5 point de marge opérationnelle supplémentaire pour les entreprises qui bénéficient de sa desserte.

286 000

emplois créés au bout de 5 ans avec un choc d'investissement public d'1 point de PIB.

RENDRE LES TERRITOIRES PLUS ATTRACTIFS

Attirer entreprises et habitants est fondamental pour la dynamique de régions ou de villes qui sont désormais dans une situation de concurrence nationale et internationale. La performance des infrastructures représente un critère de choix de localisation majeur pour des investisseurs étrangers. Elle demeure un des atouts de la France qu'il est impératif de conserver dans la compétition internationale.

Les infrastructures de mobilité (ports, aéroports, routes, voies ferrées...) jouent également un rôle essentiel pour le développement touristique en transportant les voyageurs vers et à travers les territoires français. Ainsi, 89 millions de touristes étrangers devraient visiter la France en 2017 et 100 millions à horizon 2020.

Enfin, la disponibilité et la performance des infrastructures sont également déterminantes dans les décisions de localisation des citoyens qu'ils soient salariés, travailleurs indépendants, étudiants ou seniors... 21 % des Français considèrent la couverture numérique et l'accès au très haut débit comme l'élément le plus important pour apprécier l'endroit où ils vivent, devant le réseau de transports en commun pour 19 % d'entre eux. ■

ÉTUDE DE CAS

LGV BRETAGNE : de nouvelles opportunités de développement

Mise en service en juillet 2017, la Ligne à Grande Vitesse Bretagne – Pays de la Loire permet d'améliorer de manière significative la desserte, l'accessibilité et l'attractivité de la Bretagne et des Pays de la Loire.

Durant sa construction, 10 000 emplois directs et indirects ont été créés. Désormais à 1 heure 25 de Paris en TGV, la ville de Rennes bénéficie de nouvelles opportunités de développement : les entreprises bretonnes s'ouvrent de nouveaux horizons, aux marchés

européens et leurs salariés verront leurs déplacements facilités. En étant plus accessible, la Région Bretagne dans son ensemble pourrait connaître un nouvel élan pour attirer entreprises, collaborateurs mais aussi touristes.



▸ Viaduc Vicoïn sur la Ligne à Grande Vitesse Bretagne – Pays de la Loire



POUR ALLER PLUS LOIN :
CONSULTEZ LE RAPPORT DE L'OFCE
SUR L'INVESTISSEMENT PUBLIC

SOLIDARITÉ ET ÉQUITÉ

► **Les infrastructures sont un moyen de lutter contre les inégalités. Elles sont aussi au service du mieux vivre ensemble et de la cohésion des territoires.**



► Liaison ferroviaire réhabilitée entre Bedous et Oloron-Sainte-Marie

PERMETTRE À CHACUN D'ACCÉDER À UN EMPLOI

L'exclusion sociale est souvent la conséquence de l'exclusion économique : l'emploi demeure aujourd'hui la principale préoccupation des Français. Donner à chacun la possibilité d'accéder à un emploi avec un temps de trajet raisonnable est primordial. Des infrastructures de qualité contribuent à cet enjeu : la moitié des Français parcourent en effet plus de 15 kilomètres pour aller travailler.

Or, si l'offre de mobilité se développe, les inégalités demeurent, notamment en périphérie des grandes villes et dans les territoires ruraux. 40 % des Français estiment ainsi ne pas disposer d'un accès facile et rapide au réseau de transport local. Pour certaines populations, cette situation correspond à une véritable « assignation à résidence ».

Ainsi, 1 Français sur 4 a déjà dû renoncer à un travail ou une formation faute de moyens de transport. Face à l'insuffisance d'accès à l'emploi et aux services publics des salariés des quartiers défavorisés, l'OCDE préconise de cibler une partie des dépenses publiques vers les transports en commun.



► Réalisation d'une ligne de bus à haut niveau de service à Allonnes



PAROLE DE CITOYEN

“ L'infrastructure est un enjeu public, un lien social et également de la qualité de vie pour bien vivre ensemble.

LOUISE,
Infirmière libérale, Saint-Étienne

DÉSENCLAVER LES TERRITOIRES

Qu'il s'agisse des routes, de l'électricité, de l'eau, des réseaux ferrés ou de la couverture numérique, les infrastructures sont un élément essentiel de désenclavement des territoires. Plus d'1 Français sur 4 a ainsi le sentiment d'être « un peu trop loin de tout » et ce phénomène est logiquement encore accru pour ceux habitant en zone rurale (46 %).

Il faut aujourd'hui moins de temps pour se rendre de Paris à Nice que de Verdun à Bar-le-Duc, deux villes pourtant situées dans le même département. L'accessibilité d'un territoire n'est donc pas seulement une question de géographie mais aussi de performance des réseaux qui permettent de s'y rendre. À l'heure de la métropolisation, les petites et moyennes villes se sentent souvent les oubliées des politiques de cohésion territoriale.

De nouveaux services de mobilité se développent (covoiturage, services de bus, voiture partagée...) mais ils doivent être encouragés grâce à des infrastructures adaptées : aires de covoiturage, gares routières ou parc relais sont encore bien souvent en nombre insuffisant dans les villes et leurs périphéries. L'essor des bus « Macron » contribue par exemple à mieux relier certains territoires, mais 45 % des communes desservies ne disposent pas encore d'une gare routière.

AMÉLIORER LA QUALITÉ DE VIE DE TOUS LES HABITANTS

Les réseaux, qu'ils soient physiques ou numériques, participent au bien-être des citoyens. Ils permettent de réduire les distances, réelles ou virtuelles, qui séparent les habitants de leurs services de proximité, emplois et loisirs.

ÉTUDE DE CAS

Accélérer le déploiement du numérique

Le Plan France Très Haut Débit consacre 20 milliards d'euros au déploiement de la fibre optique. Il vise une couverture à 100 % du territoire français en très haut débit d'ici à 2022.

Pourtant, des efforts importants devront être réalisés pour atteindre cet objectif. Selon l'Avicca, au rythme actuel, seulement 12,8 millions de prises THD seront raccordées en 2022 au lieu

des 26,6 millions prévus. En 2017, près de 7,5 millions de citoyens sont encore privés d'un accès à Internet de qualité correcte (au moins 3Mb/s) et près de 500 000 Français n'ont toujours aucun accès.



Selon les territoires, la densité et la qualité des équipements varient et des infrastructures vieillissantes ou sous-dimensionnées peuvent représenter un handicap en termes de qualité de vie.

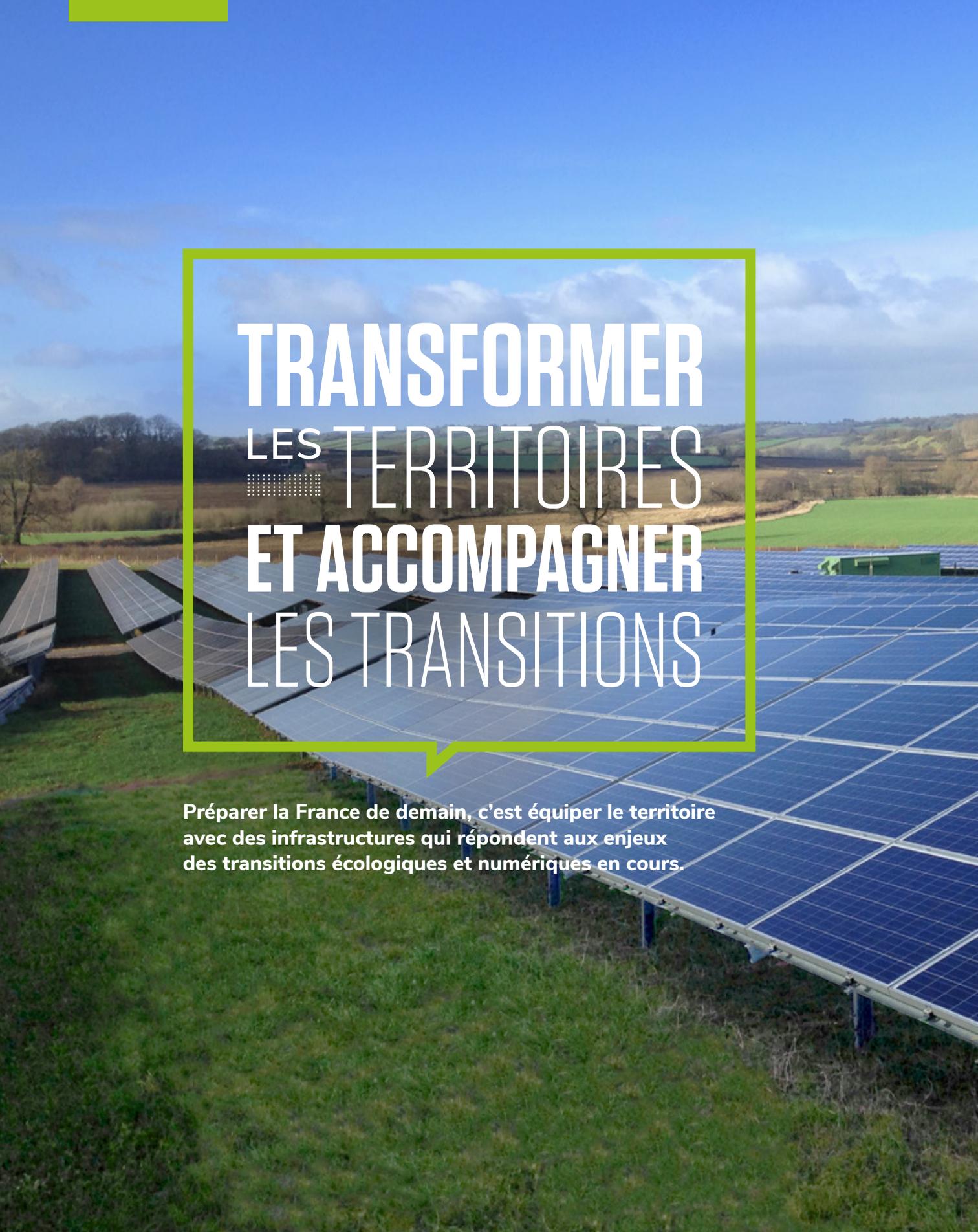
Le temps de transport domicile – travail des habitants de la région parisienne est deux fois plus important que ceux des autres pôles urbains. Un automobiliste francilien passe ainsi en moyenne 90 heures dans les embouteillages en 2015, soit 12 heures 30 de plus qu'en 2014. ■

23 %

des Français ont déjà renoncé à un travail ou une formation faute de moyens de transports.

27 %

des Français ont le sentiment d'être « un peu trop loin de tout ».



TRANSFORMER LES TERRITOIRES ET ACCOMPAGNER LES TRANSITIONS

Préparer la France de demain, c'est équiper le territoire avec des infrastructures qui répondent aux enjeux des transitions écologiques et numériques en cours.

PAROLE DE CITOYEN



BÉRANGÈRE,
Étudiante, Toulouse

“ Pour vivre ensemble il faut des infrastructures à la page. On commence déjà à vivre à crédit sur le dos de la planète et à mon sens ce n'est pas assez mis sur le devant de la scène.

En seulement sept mois, l'humanité consomme toutes les ressources naturelles que la planète peut produire en une année : la transition vers une économie plus sobre en ressources et respectueuse de l'environnement est inéluctable pour rendre la croissance soutenable à l'échelle mondiale.

À travers le développement des énergies renouvelables (éoliennes, photovoltaïques, hydroélectricité, géothermie...), la mise en œuvre d'une mobilité durable (intermodalité, covoiturage, transports en commun, véhicules partagés...) et l'installation de réseaux intelligents (capteurs de fuites, gestion de l'énergie, infrastructures communicantes...), les infrastructures permettent d'économiser les ressources, de protéger les territoires et les citoyens et de lutter contre les pollutions et le réchauffement climatique.

Les réseaux sont au cœur de la croissance verte et de l'essor de l'économie numérique. Plus de 8 milliards d'euros par an d'investissements additionnels dans les infrastructures seraient ainsi nécessaires pour accélérer la transition écologique, tandis que les réseaux « intelligents » ouvrent des perspectives nouvelles qui transformeront à terme les territoires. Les grands projets participent également à ces transitions en créant des liens entre les pays et de l'emploi au niveau local, avec au final une meilleure qualité de vie et de déplacement sur l'ensemble des territoires. ■



DES PROJETS POUR DEMAIN

► Viaduc de la Grande Chaloupe sur l'île de La Réunion

► **Les grands projets renforcent les liens entre les territoires et accentuent le développement d'une économie soutenable pour les régions qu'ils irriguent.**

VITRINES ET DÉVELOPPEMENT DES TERRITOIRES

Les grands projets, qu'ils soient ferroviaires, fluviaux, aéroportuaires ou routiers, sont des pièces maîtresses de l'attractivité des territoires. Des réseaux modernes désenclavent des territoires, désaturent les transports du quotidien et renforcent les capacités de déplacement des personnes et d'échanges de marchandises. Le réseau français de trains à grande vitesse accueille 105 millions de voyageurs par an avec l'objectif de compter 15 millions de passagers supplémentaires en 2020. Des maillons sont encore manquants pour relier des capitales économiques régionales comme dans le Sud-Ouest de la France (projet de ligne à grande vitesse entre Bordeaux et Toulouse et vers l'Espagne).

Ces grands réseaux de transport permettent également de lutter contre les émissions de gaz à effets de serre. Ainsi, le canal Seine Nord Europe incite au report modal et désengorge des axes routiers très encombrés vers la Belgique et les Pays-Bas : pour une même quantité de marchandises, le transport par barges émet 3 fois moins de CO₂ que le transport par camion.

L'existence de lignes de TGV et le futur réseau de transport du Grand Paris ont été fondamentaux pour l'attribution des Jeux Olympiques et Paralympiques de 2024 à Paris. Le futur métro sera ainsi un des acteurs des Jeux, permettant aux athlètes du village olympique d'accéder aux équipements sportifs et sites de compétition en moins de 30 minutes.

D'autres candidatures à l'organisation de grands événements, tels que la Coupe du Monde de rugby en 2023 ou l'Exposition Universelle 2025, capitalisent sur le réseau de transport français. Source de croissance et d'emplois, attirer ces grands événements est bénéfique pour le pays : l'Euro 2016 en France a créé une valeur ajoutée nette de 1,2 milliard d'euros et plus de 16 000 emplois selon le Centre de Droit et d'Économie du Sport.

Les grands projets sont au cœur de stratégies de développement plus vastes. Le Grand Paris Express, avec ses 200 kilomètres de réseau automatique et ses 68 gares, prend tout son sens dans le projet plus global de développement économique et d'attractivité de la région capitale : 115 000 emplois induits seront créés, 108 milliards d'euros d'opportunités de marchés pour les entreprises générés et 2 millions de voyageurs transportés quotidiennement. Avec ce projet, 90 % des Franciliens habiteront à moins de 2 kilomètres d'une gare.

PAROLE DE CITOYEN



“ Que ce soit les TGV ou l'architecture des ponts, chaque type d'infrastructure est un des fleurons de l'ingénierie française.

LIV,
Vigneronne, Rochefort-sur-Loire

DES PILIERS DE LA CONSTRUCTION EUROPÉENNE

Les infrastructures transfrontalières représentent un des ciments de la construction européenne. Elles contribuent de manière significative à l'efficacité d'un marché unique et stimulent la croissance, la création d'emplois et la compétitivité en Europe. 350 000 Français se rendent chaque jour dans un pays voisin pour y travailler et 30 000 résidents étrangers effectuent le trajet inverse. Rendue possible grâce aux infrastructures, cette tendance

se renforce : en 12 ans, le nombre de « navetteurs » transfrontaliers a augmenté de 42 %.

Le Mécanisme pour l'Interconnexion en Europe (MIE), doté d'une enveloppe de 33,2 milliards d'euros sur la période 2014 – 2020, soutient les projets dans les secteurs du transport, de l'énergie et des télécommunications. Cependant les besoins d'investissements demeurent colossaux : l'achèvement du réseau principal de transport est évalué par la Commission européenne à 500 milliards d'euros pour la période 2021 – 2030. ■

ZOOM SUR

LYON-TURIN : l'Europe sur de bons rails

La ligne Lyon-Turin reliera les réseaux ferroviaires à grande vitesse français et italien en 2030. Les travaux préliminaires sont en voie d'achèvement et les travaux de creusement du tunnel de base de 57 kilomètres sont en préparation. Ce projet de 8,6 milliards d'euros, financé à 40 % par l'Union européenne et à 35 % par l'Italie, doit faciliter les relations entre les grandes régions frontalières, en réduisant les temps de transport tant pour les voyageurs que pour les marchandises. Lyon ne sera plus qu'à 2 heures de Turin contre près de 4 heures aujourd'hui. Au cœur du corridor ferroviaire méditerranéen, cette ligne permettra enfin une continuité de liaison européenne d'Est en Ouest, de Séville à Budapest. 6 à 10 000 emplois directs et indirects seront créés sur les 10 ans du chantier.



ÉTUDE DE CAS

CANAL SEINE - NORD EUROPE : les marchandises sur l'eau

Le canal Seine-Nord Europe, long de 107 kilomètres entre Compiègne (Oise) et Aubencheul-au-Bac (Nord), constituera le maillon reliant la Seine au réseau fluvial de l'Europe du Nord pour le transport de marchandises.

Le canal est un outil à haute performance environnementale de développement économique pour la région des Hauts-de-France. Ce chantier de 7 ans doit générer de 10 à 13 000 emplois et 45 000 emplois

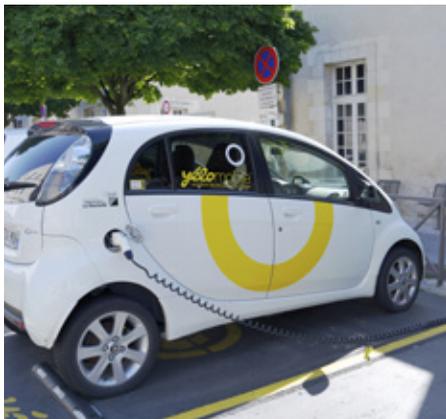
perennes sont attendus entre la Seine et l'Escaut d'ici 2050. Un investissement qui s'avère rentable pour la France puisque 40 % de ce projet estimé à 4,7 milliards d'euros est financé par l'Union Européenne.

POUR UNE CROISSANCE VERTE

► La transition écologique est un enjeu majeur pour les prochaines années : les infrastructures apportent une réponse centrale pour diminuer la ponction sur les ressources naturelles et lutter contre les dérèglements climatiques.

FAVORISER UNE SOCIÉTÉ PLUS SOBRE EN RESSOURCES

Les transports sont responsables du tiers des émissions de gaz à effet de serre en France. Le développement d'une mobilité plus propre passe par la construction de bornes de recharges électriques, stations de véhicules partagés, plateformes d'échanges, transports en commun (voies de bus dédiées, tramway, métros, téléphériques urbains...)... Soutenir la mobilité durable est essentiel alors même que 74 % des Français se disent prêts à diversifier leurs modes de transport dans les trois ans à venir.



► Voiture électrique branchée à une borne de recharge



► Réalisation des infrastructures de la ligne Envol du tramway de Toulouse

65 %

des Franciliens se prononcent en faveur d'un développement d'un réseau de transports publics propres.

77 %

des Français ont une image positive de l'énergie éolienne.

Proposer de nouveaux usages à travers des infrastructures multifonctions est aussi une illustration du rôle que tiennent les infrastructures pour la sobriété environnementale. Par exemple, 1 kilomètre de route photovoltaïque peut éclairer une ville de 5 000 habitants et recharger des véhicules électriques. Des routes à enrobés clairs permettent de diminuer le volume d'éclairage nocturne des candélabres, et ainsi diminuer l'énergie consommée. Des serveurs numériques ou des réseaux d'eaux usées chauffent des piscines municipales, les lampadaires alimentent les bornes de recharge pour véhicules électriques...

ZOOM SUR

Redoubler d'efforts pour déployer les bornes de recharge électriques

La loi sur la transition énergétique pour une croissance verte prévoit le déploiement sur le territoire de 100 000 points de charge pour véhicules électriques sur le réseau public à horizon 2020 et 1 million d'ici à 2030. Les retards pris dans le déploiement de

l'infrastructure sont déjà conséquents. En 2017, seulement 20 000 bornes de recharge électrique ouvertes au public sont recensées en France et seuls 3 000 points de charges prévus dans le cadre du Programme d'Investissement d'Avenir (PIA) sur

20 500 ont vu le jour. Un quart du pays est toujours non couvert par le réseau selon le Commissariat Général à l'Investissement. En conséquence, l'essor commercial et l'usage du véhicule électrique s'en trouvent limités dans de nombreux territoires de l'hexagone.



PAROLE DE CITOYEN



“ Pour les années à venir, je pense qu’il faudrait créer un mode d’aménagement plus en accord avec la nature.

HÉLÈNE,
Maraîchère, Marcoussis

PROTÉGER ET AMÉLIORER LE CADRE DE VIE

Avec le dérèglement climatique, les épisodes extrêmes (inondations, tempêtes, vagues de chaleur ou de froid...) deviennent de plus en plus fréquents et les écosystèmes sont régulièrement menacés.

Les digues, systèmes d'écoulement et de rétention d'eau de pluie, îlots de fraîcheur et fontaines, réseaux d'énergie... protègent les citoyens lors de la survenue de ces phénomènes. De même, l'utilisation d'enrobés phoniques ou anti-pollution, le filtrage de l'eau des stations d'épuration, l'aménagement de pistes cyclables, la construction de passerelles piétonnes, de protections acoustiques... contribuent à la construction d'un cadre de vie et d'un environnement quotidien plus sains.

Les infrastructures concourent également à la restauration des écosystèmes et au maintien de la biodiversité par la renaturation et le reméandrage de cours d'eau, la reconstitution de zones humides, la restauration de marais périurbains ou encore l'aménagement de coulées vertes... ■



POUR ALLER PLUS LOIN :
CONSULTEZ LE RAPPORT DE LA FNTF
SUR LA CROISSANCE VERTE

ASSURER LA TRANSITION ÉNERGÉTIQUE

Les engagements français en matière environnementale, notamment ceux pris dans le cadre de la loi de transition énergétique, sont ambitieux. Il convient désormais de concrétiser ces objectifs car le changement climatique est la première préoccupation des Français en matière d'environnement. Avec 15,7 % de part des énergies renouvelables dans la consommation finale brute d'énergie, la France n'avait réalisé en 2016, que les deux-tiers de l'objectif fixé à 2020 (23 %). Selon l'Agence Internationale de l'Energie, le rythme d'installation des énergies renouvelables devra doubler dans les 5 prochaines années pour respecter les engagements.

Consacrer les ressources nécessaires pour accélérer la transition énergétique est désormais un impératif. Il faudrait mobiliser entre 10 et 30 milliards d'euros supplémentaires chaque année pour y arriver et, rien que pour les infrastructures, ce sont 8 milliards d'euros par an qui seraient nécessaires. Indispensables d'un point de vue écologique, ces investissements sont en outre rentables économiquement : l'OFCE estime ainsi que la mise en œuvre de la transition énergétique en France, se traduirait en 2022 par un gain de croissance de l'ordre de 0,4 % de PIB et la création de 183 000 emplois supplémentaires.



► Évacuateur de crue du barrage de Record dans le Tarn

DES INFRASTRUCTURES « INTELLIGENTES »

► **Les technologies numériques révolutionnent les infrastructures. Désormais connectées, elles se mettent au service de villes et de territoires qui deviennent « plus intelligents », permettant l'essor de nouvelles mobilités et des gains de productivité dans la gestion des réseaux.**

LA VILLE DE DEMAIN AU PLUS PRÈS DES ATTENTES DES HABITANTS

La ville intelligente (ou smart city) doit être plus efficace, plus connectée, plus durable, plus sécurisée et adaptée aux besoins de ses habitants. Pour 28 % des Français, l'amélioration de la sécurité est un enjeu prioritaire de la smart city tout comme la diminution de la consommation énergétique (26 %), l'amélioration des transports (14 %) et la gestion des déchets (12 %).

Dans de nombreux domaines (mobilité, gestion et production de l'énergie, économie de ressources, protection des populations et des territoires...), des infrastructures communicantes et interconnectées apportent davantage de bien-être aux citoyens. Par exemple, les lampadaires intelligents modulent leur intensité lumineuse différemment pour un piéton, un vélo ou une voiture, limitant la pollution lumineuse et le gaspillage de l'énergie. Des bacs à déchets connectés optimisent les tournées de collecte, évitant les nuisances causées par les camions. Une signalisation routière de nouvelle génération fluidifie le trafic routier et des parkings connectés orientent les conducteurs vers les places libres...



► Mise en lumière de la ville de Bar-le-Duc

Avec l'émergence de la smart city, de nouveaux services sont plébiscités par les habitants : e-santé, e-administration, télétravail... Pour fonctionner, ils doivent s'appuyer sur des réseaux numériques (4G puis 5G, fibre optique permettant le très haut débit) capables de répondre à des besoins croissants d'échanges de données. Près de 8 Français sur 10 jugent ainsi important le développement numérique dans sa ville.

PAROLE DE CITOYEN

“ L'évolution pour les 20 ans à venir, c'est la notion d'intelligence et de connexion des infrastructures.

BERTRAND,
Chef d'entreprise, Montéliér

LES INFRASTRUCTURES AU SERVICE DES NOUVELLES MOBILITÉS

L'innovation apporte une nouvelle palette de solutions qui bouleversent les façons de se déplacer : la mobilité devient plus partagée, plus connectée et plus autonome. Les Français y sont prêts : 56 % d'entre eux pratiquent déjà le covoiturage de proximité ou pourraient se laisser tenter par cette pratique.

Des infrastructures adaptées et en bon état doivent accompagner cette révolution. Leur capacité à communiquer avec les smartphones ou le moyen de déplacement lui-même permet l'émergence de nouvelles formes de mobilité. Les véhicules autonomes communiqueront par exemple de manière intensive avec leur environnement par le biais de l'infrastructure routière.

Pour accompagner ces évolutions, des investissements sont nécessaires. 71 % des Français jugent important que les pouvoirs publics favorisent les nouveaux services tels que l'autopartage et le covoiturage. Les expérimentations de véhicules autonomes se multiplient dans toute la France : Lyon, Orly-Rungis, Issy-les-Moulineaux, Paris, Rambouillet, Rouen... Ces nouveaux usages, pour ne pas être freinés dans leur développement, devront pouvoir compter sur des réseaux de transport de qualité.

ZOOM SUR

Dijon métropole se lance dans la ville intelligente

En remplaçant 37 000 ampoules par des LED, en déployant 140 kilomètres de fibre optique sur le territoire et en créant d'ici fin 2018 un poste de pilotage unique pour connecter l'ensemble des services urbains, 24 communes

de la métropole de Dijon se lancent dans un projet de « smart city ». Grâce à l'internet des objets, à la géolocalisation de véhicules et à un système de caméras, les transports, l'éclairage, l'eau, la propreté et

les feux de signalisation seront pilotés à distance au plus près des besoins des habitants. De leur côté, les citoyens pourront faire remonter des informations de « terrain » et accéder en open-data aux données de gestion de la ville.



► Salarié des Travaux Publics en opération de maintenance

72 %

des Français estiment que les innovations futures dans le domaine des mobilités auront des conséquences positives sur leur vie quotidienne.

26 %

des Français considèrent la diminution de la consommation énergétique comme un enjeu prioritaire de la smart city.

LES BÉNÉFICES ÉCONOMIQUES DES INFRASTRUCTURES INTELLIGENTES

Les réseaux de nouvelle génération ouvrent des perspectives en matière de gains de productivité. Dans le domaine de l'entretien, la maintenance devient prédictive. Les infrastructures communicantes dialoguent avec le centre de gestion pour informer d'une panne effective ou de dommages à venir, permettant l'optimisation de la planification des opérations de maintenance. D'après RTE, la gestion prévisionnelle de l'énergie engendrera des économies annuelles comprises entre 3 et 19 millions d'euros par an d'ici 2030.

De nouvelles technologies sont également source d'économies potentielles pour l'exploitation des infrastructures. L'utilisation de systèmes de déclenchement automatique de l'éclairage urbain par exemple ou l'installation de capteurs sur les canalisations détectant les fuites d'eau, sont susceptibles d'alléger considérablement la facture d'une collectivité locale ou d'un opérateur de réseaux. ■

A large industrial tunnel under construction. The tunnel is lined with corrugated metal and has a grid of pipes and conduits on the left side. A worker in an orange safety vest and white helmet is walking away from the camera on the right side of the tunnel. The lighting is bright, coming from overhead fixtures.

IMAGINER LES TERRITOIRES ET DÉFINIR UN CAP

Imaginer la France de demain, c'est définir une stratégie en matière d'infrastructures qui repose sur une gouvernance clarifiée, une programmation et des financements associés.



PAROLE DE CITOYEN



FLORIAN,
Assistant social, Saint-Étienne

“ On peut demander aux citoyens ce qu'ils imaginent et aimeraient pour demain et après laissons aux professionnels la part qui leur revient pour concrétiser les choses.

La réduction du déficit et de l'endettement public sont des priorités affichées du nouveau gouvernement. Cependant, faire des économies n'est pas une fin en soi :

outre le rétablissement des comptes publics, il est essentiel de dégager des moyens nouveaux au service de l'investissement afin de préparer l'avenir des territoires. Les besoins de financement additionnels de l'Agence de financements des infrastructures de transports de France (AFITF) sont évalués à 10 milliards d'euros pour les 5 prochaines années. Seul un sursaut de l'investissement public permettra d'entraîner l'ensemble de l'économie sur le chemin d'une croissance durable.

Porter une vision pour l'aménagement et la cohésion des territoires, c'est projeter une image du pays sur le long terme. Cela permet de débloquer, en amont, les verrous techniques, juridiques, financiers et politiques de la mise en œuvre d'une politique d'infrastructures. C'est également définir une programmation et se donner les moyens financiers pour la respecter. Sans un cap clair dans ces domaines, les risques d'abandon ou de retard des projets structurants pour les territoires continueront de se multiplier. ■

PROGRAMMATION ET GOUVERNANCE

► Tramway sur la place de la Comédie à Bordeaux

► **La politique d'infrastructures a besoin d'un cap à long terme et d'une gouvernance renouvelée pour la mettre en œuvre. Elle doit aussi pouvoir s'appuyer sur un respect des engagements dans le temps.**

DÉCIDER AU SERVICE DE L'AVENIR DU PAYS

Au fil des dernières décennies, de nombreux organismes chargés de l'organisation et de l'équipement des territoires (Datar, DDE par exemple...) ont disparu. Pourtant, définir une vision de la politique d'infrastructures est essentiel : elle rassemble les citoyens et donne un sens aux projets de développement des territoires. Cette politique touche de très nombreux aspects de la vie quotidienne : mobilité, production et distribution d'énergie, gestion et traitement de l'eau, essor des réseaux du numérique qui sont des domaines en pleine mutation.

Or, dans le domaine des transports par exemple, trop de citoyens ont le sentiment d'être tenus à l'écart et d'être mal desservis. Pour y remédier, des Assises de la mobilité ont été lancées en septembre 2017. Collectivités, usagers, entreprises et opérateurs, débattent et dialoguent afin d'identifier les besoins de la population et d'imaginer les solutions pour les 10 ans à venir. Avec cette consultation, les nouveaux usages de la mobilité et les attentes prioritaires des citoyens, notamment ceux relatifs aux transports du quotidien, seront mieux pris en compte.



PAROLE DE CITOYEN

“ Ce pays a besoin de prospective, de prévision et surtout de choix en termes d'infrastructures.

DOMINIQUE,
Belleville-sur-Meuse

VERS UNE LOI DE PROGRAMMATION POUR LES PROJETS D'INFRASTRUCTURES

Les travaux des Assises de la Mobilité, complétés par ceux menés par le Conseil d'Orientation des Infrastructures, aboutiront en 2018 à l'élaboration d'une loi d'orientation des mobilités. Elle comprendra une programmation des infrastructures de transport afin de préciser les projets à engager, leur calendrier et leurs modalités de financement.

Inscrire la politique d'investissement dans la durée et donner ainsi la visibilité attendue par les citoyens et les acteurs économiques est essentiel.

PRENDRE DES ENGAGEMENTS... ET LES RESPECTER

Le processus de décision publique et de mise en œuvre des projets nécessite de créer les conditions d'une large concertation et d'une bonne acceptabilité des projets. Toutefois, cela ne doit pas conduire à l'immobilisme, à l'effacement de l'intérêt général, voire au discrédit de la parole publique. L'installation d'une éolienne terrestre nécessite ainsi deux fois plus



► A41 Nord entre Annecy et Genève

35

rencontres citoyennes organisées en France dans le cadre des Assises de la mobilité.

de temps en moyenne en France qu'en Allemagne (respectivement 6 à 8 ans contre 2 à 4 ans). Pourtant, en dépit des nombreux outils de concertation, les décisions d'aménagement sont exposées à une insécurité juridique croissante. Plusieurs exemples emblématiques illustrent ce phénomène : grand contournement routier de Strasbourg, liaison CDG Express, aéroport de Notre-Dame-des-Landes (152 recours et un referendum local), Nouvelle Route du Littoral à La Réunion (27 recours)... Or, ces recours et contestations génèrent des coûts très importants pour la collectivité. Pour respecter les engagements et le calendrier, il est impératif de simplifier l'instruction des projets et de rationaliser les voies de recours juridiques. ■

ZOOM SUR

Un Conseil pour programmer et suivre la politique d'infrastructures

Un conseil d'orientation des infrastructures (COI) est en charge de préparer la future loi de programmation et de financement des infrastructures. Présidé par Philippe Duron avec l'appui de 6 personnalités qualifiées, dont Bruno Cavagné (vice-président),

et de 10 élus et parlementaires, il perdurera une fois la loi votée pour en assurer le suivi. L'enjeu est de taille : en s'appuyant sur les conclusions de la mission « Mobilité 21 » de 2012, le conseil planifiera sur 10 ans

les investissements nouveaux, sans oublier les besoins de régénération et de modernisation des réseaux. Il définira également une programmation précise sur 5 ans, équilibrée en recettes et en dépenses.

FINANCEMENT DES INFRASTRUCTURES

► **Mettre en œuvre une politique d'infrastructures calibrée pour la réussite des transitions écologiques, économiques et sociales en France, exige des moyens financiers appropriés.**



► Stade Allianz Riviera à Nice

RENFORCER LE BUDGET DE L'AFITF

Outil indispensable à la mise en œuvre de la politique d'infrastructures, l'Agence de financement des infrastructures de transports de France (AFITF) assure la participation financière de l'État au développement, à la modernisation et à l'entretien des réseaux de transports nationaux. Elle apporte également des cofinancements essentiels à la réalisation de nombreux projets de transports urbains ou de projets pour la mobilité inscrits dans les Contrats de Plan État-Région. Les projets qu'elle finance ont un rôle de premier plan dans la lutte contre le changement climatique et l'amélioration du bien-être des citoyens. Pourtant, son budget n'est pas à la hauteur de ses engagements : 10 milliards d'euros manquent dans les 5 ans à venir pour les respecter.

Le fléchage de ressources pérennes vers l'AFITF est un sujet capital pour lui permettre d'assurer sa mission et donner de la lisibilité à la politique mise en œuvre. L'affectation d'une part additionnelle du produit de taxes sur les produits énergétique (TICPE ou Contribution Climat-Energie) ou de toute autre redevance d'usage des réseaux, permettrait d'y contribuer.

25 %

c'est la part du coût des transports publics acquittée par les usagers.



PAROLE DE CITOYEN

“ **L'infrastructure est trop souvent vue comme une perturbation plutôt qu'une amélioration.** Étant donné les problèmes budgétaires, on peut s'interroger sur la volonté politique de développer ces infrastructures.

JACQUELINE,
Technicienne à la retraite,
Toulouse

PRÉSERVER LES CAPACITÉS D'INVESTISSEMENT LOCAL

Alors que les collectivités locales portent plus des deux-tiers de l'investissement public en infrastructures, leurs commandes aux entreprises de Travaux Publics sont en chute de plus de 22 % entre 2013 et 2016. Ce sous-investissement n'est pas sans conséquences : les fuites sur les réseaux d'eau se multiplient et inondent parfois des quartiers entiers, la dégradation des chaussées et réseaux de transports urbains entraînent

congestion et retards et le manque d'entretien de certains ouvrages d'art compromet même parfois la sécurité des usagers. Redonner aux collectivités la capacité d'investir pour l'exercice de leurs compétences en matière d'infrastructures est urgent. En parallèle, une sollicitation accrue de l'utilisateur, sur le principe de l'« utilisateur-payeur », paraît inéluctable : aujourd'hui, seulement 25 % du coût des transports publics est acquittée par l'utilisateur et cette part est en diminution régulière depuis deux décennies.

INNOVER DANS LES FINANCEMENTS

Dans un contexte de capacités limitées des finances publiques, la mise en place d'outils innovants est déterminante.

La fiscalité écologique doit être au service des investissements en lien avec la croissance verte. Des marges de progrès existent : selon la Commission européenne, les recettes provenant de la fiscalité environnementale ne représentent qu'environ 2 % du PIB en France contre 2,5 % au niveau européen.

L'épargne des Français peut aussi être mieux fléchée vers des investissements de long terme : 4 500 milliards d'euros sont disponibles comme ressources potentielles pour une croissance durable. D'une manière générale, attirer les investisseurs privés sur le marché des infrastructures doit être encouragé.

Les obligations vertes par exemple, constituent un nouveau levier financier de la politique d'infrastructures de transition énergétique et écologique. Depuis 3 ans, elles enregistrent une forte croissance au niveau mondial passant de 13 milliards de dollars en 2013 à 100 milliards de dollars en 2016. La France, premier État au monde à émettre un emprunt vert de grande ampleur, a lancé en janvier 2017 une obligation verte de 7 milliards d'euros. D'autres institutions et entreprises, telles que la Caisse des Dépôts et de Consignation, ENGIE, EDF ou la SNCF s'engagent sur cette voie. ■

ÉTUDE DE CAS

Grand Plan d'investissement : les infrastructures pour construire l'avenir

Le Grand Plan d'investissements de 57 milliards d'euros, annoncé en septembre 2017, a pour objectif d'assurer une croissance durable et inclusive en France. S'étalant sur la période 2018-2022, il place les infrastructures

au cœur des priorités. 4,2 milliards d'euros sont consacrés au développement des transports durables (dont 700 millions d'euros pour la rénovation du réseau routier et 2,1 milliards d'euros pour la

rénovation ferroviaire), 4,9 milliards d'euros sont fléchés vers la production d'énergie renouvelable tandis que 300 millions d'euros viennent renforcer le déploiement des réseaux numériques à très haut débit.



► Démonstrateur de route solaire à Magny-les-Hameaux



RETROUVEZ LES 12 PROPOSITIONS DE LA FNTP SUR :
WWW.FNTP.FR

FNTF EN SAVOIR PLUS

NOS MISSIONS

► **La Fédération Nationale des Travaux Publics (FNTF) représente les entreprises de Travaux Publics de toutes tailles, spécialités ou régions. Ce sont ces entreprises qui construisent et entretiennent les infrastructures, qui participent à la compétitivité, à la cohésion territoriale et à la transition écologique de notre pays.**

Près de 2 000 entrepreneurs et professionnels des Travaux Publics « bénévoles » sont présents au sein des commissions fédérales, des instances des Fédérations Régionales et des Syndicats de Spécialités pour coordonner leurs actions et partager leurs expertises.

La vocation de la FNTF est de faire valoir les intérêts de la profession et de promouvoir les meilleures conditions de développement

du marché des Travaux Publics, de contribuer à la qualité du dialogue social notamment à travers la négociation collective de branche et d'assurer un haut niveau de services à l'ensemble de ses adhérents.

Les missions de la FNTF s'inscrivent dans l'écosystème BTP et interprofessionnel. Elle agit auprès et avec les acteurs publics et autres parties prenantes au niveau français, européen et international. ■

Le site internet de la Fédération fait peau neuve !

► www.fntf.fr

Intuitif, performant et adapté à tous les supports (mobiles, tablettes, ordinateurs), il valorise la diversité des activités et des métiers du secteur. Professionnels des Travaux Publics, représentants de filière, étudiants, partenaires institutionnels ou citoyens, y retrouvent les bulletins de conjoncture, décryptages, informations juridiques ou sociales, et l'ensemble des services assurés par la Fédération.

En vous abonnant aux alertes et newsletters du site, vous recevrez l'ensemble de vos informations et documents favoris dès leur sortie.



Une Fédération active sur les réseaux sociaux

Abonnez-vous au compte **Twitter @FNTF_info** pour suivre l'actualité en temps réel de la Fédération. Sans oublier le compte du **Président de la Fédération (@cavagneb)** ainsi que ceux de la plupart des FRTF.

Ces comptes sont l'occasion de rester connecté au quotidien sur des sujets clés pour les infrastructures et entreprises de Travaux Publics.

La FNTF est aussi présente sur **Facebook, LinkedIn** et sa chaîne **YouTube**.



LES FÉDÉRATIONS RÉGIONALES

AUVERGNE

► FRTP AUVERGNE

Maison des Industries
et des TP d'Auvergne
9 rue du Bois Joli – B.P. 10063
63802 COURNON D'AUVERGNE
Cedex
Tél : 04.73.42.27.00
E-mail : auver@fnftp.fr

NOUVELLE AQUITAINE

► FRTP NOUVELLE AQUITAINE

Les Bureaux du Parc
9001 avenue J. Gabriel Domergue
33300 BORDEAUX
Tél : 05.56.11.32.00
E-mail : aquitai@fnftp.fr

► DÉLÉGATION LIMOUSIN

22 rue Atlantis
BP 6954
87069 LIMOGES CEDEX
Tél : 05.55.35.07.05
E-mail : limou3@fnftp.fr

► DÉLÉGATION

POITOU-CHARENTES

26 rue Gay-Lussac
BP 20958
86038 POITIERS CEDEX
Tél : 05.49.61.49.75
E-mail : pchar@fnftp.fr

BOURGOGNE-FRANCHE-COMTÉ

► FRTP BOURGOGNE-FRANCHE-COMTÉ

Le Samourai II
3 rue René Char
21000 DIJON
Tél : 03.80.41.93.21
E-mail : bourgogne@fnftp.fr

► DÉLÉGATION FRANCHE-COMTÉ

ECOPÔLE
4 rue Camille Flammarion
Impasse Lucien Auguste Vérité
25000 BESANÇON
Tél : 03.87.74.38.45
E-mail : fcomte@fnftp.fr

GRAND EST

► FRTP GRAND EST

3 rue Jean-Antoine Chaptal
CS 35580
57078 METZ Cedex 03
Tél : 03.87.74.38.45
E-mail : lorrain@fnftp.fr

► FÉDÉRATION ALSACE

Pôle BTP Espace européen
de l'Entreprise
1A rue de Dublin
67300 SCHILTIGHEIM
Tél : 03.88.35.59.65
E-mail : alsace@fnftp.fr

► FÉDÉRATION CHAMPAGNE-ARDENNE

Parc technologique
du Mont Bernard
8 rue Dom Pérignon
– B.P. 64
51006 CHÂLONS-EN-CHAMPAGNE CEDEX
Tél : 03.26.69.34.70
E-mail : card@fnftp.fr

BRETAGNE

► FRTP BRETAGNE

2 rue des Maréchaux
35132 VEZIN-LE-COQUET
Tél : 02.99.63.66.33
E-mail : breta@fnftp.fr

CENTRE-VAL DE LOIRE

► FRTP CENTRE-VAL DE LOIRE

32 rue Charles Sanglier
45000 ORLÉANS
Tél : 02.38.54.12.27
E-mail : centre@fnftp.fr

OCCITANIE

► FRTP OCCITANIE

7 square Boulingrin
B.P. 31514
31015 TOULOUSE CEDEX 6
Tél : 05.61.25.71.05
E-mail : midipy@fnftp.fr

► DÉLÉGATION MÉDITERRANÉE

ZA de Tournezy
1 passage Jean Cocteau
34070 MONTPELLIER
Tél : 04.67.69.00.00
E-mail : lrous@fnftp.fr

HAUTS-DE-FRANCE

► FRTP HAUTS-DE-FRANCE

268 boulevard Clemenceau
59700 MARCQ-EN-BARŒUL
Tél : 03.20.98.00.33
E-mail : npc@fnftp.fr

► DÉLÉGATION PICARDIE

6 rue Colbert
80000 AMIENS
Tél : 03.22.71.76.00
E-mail : picar@fnftp.fr

NORMANDIE

► FRTP NORMANDIE

Parc du Zénith, Bâtiment B1
420 avenue des Canadiens
76650 PETIT-COURONNE
Tél : 02.35.61.02.71
E-mail : norman@fnftp.fr

PAYS DE LA LOIRE

► FRTP PAYS DE LA LOIRE

ZAC de la Chanterrie
rue Edmé Mariotte
BP 91602
44316 NANTES CEDEX 3
Tél : 02.28.01.00.60
E-mail : pdoire@fnftp.fr

RHÔNE-ALPES

► FRTP RHÔNE-ALPES

23 avenue Condorcet
CS 60122
69616 VILLEURBANNE CEDEX
Tél : 04.37.47.39.75
E-mail : accueil@frtpra.fr

PROVENCE-ALPES-CÔTE D'AZUR

► FRTP PROVENCE-ALPES-CÔTE D'AZUR

344 boulevard Michelet
13009 MARSEILLE
Tél : 04.91.77.89.31
E-mail : paca@fnftp.fr

ÎLE-DE-FRANCE

► FRTP ÎLE-DE-FRANCE

9 rue de Berri
75008 PARIS
Tél : 01.47.66.01.23
E-mail : idf@fnftp.fr

LA RÉUNION

► FÉDÉRATION RÉUNIONNAISE DU BÂTIMENT ET DES TRAVAUX PUBLICS

Rue du Pont – CS 41051
97404 SAINT-DENIS CEDEX
Tél : 02.62.41.70.87
E-mail : contact@frbtp.re

Les chiffres et sondages utilisés dans ce rapport proviennent des sources suivantes :

Acteurs publics - Ifop ; ADEME ; AFITF ; Agence Internationale de l'énergie (AIE) ; Assises de la mobilité (site internet) ; AQST ; ARCEP ; ARAFER ; AVERE-France et Girev ; AVICCA ; Business France ; Canaliseurs de France - IDEAL connaissances - Harris Interactive ; Centre de Droit et d'Economie du Sport ; CEREMA ; CCI Paris Île-de-France ; CGDD ; Commissariat Général à l'Investissement (CGI) ; Commission Européenne ; DARES ; Drivy - Harris Interactive ; Enquête annuelle FNTP (2017) ; FNTP ; FMI ; Fédération Française de l'Assurance ; France Energie Eolienne – Ifop ; France Nature Environnement ; France Stratégie ; GRTgaz ; INRIX ; INSEE ; Laboratoire de la mobilité inclusive ; MEDEF ; OCDE ; OFCE ; Observatoire national des services de l'eau ; Observatoire des réseaux d'initiative publique ; Paris 2024 ; RTE ; SERCE ; Service du Premier ministre ; SISPEA ; Société du canal Seine Nord Europe ; Société du Grand Paris (SGP) ; Syndicat des équipementiers de la route (SER) ; Syndicat intercommunal pour le gaz et l'Electricité en Île-de-France ; The Boston Consulting Group - IPSOS ; Tunnel Euralpin Lyon Turin ; UIE ; UFC - Que choisir ; USIRF ; V-TRAFFIC.

Crédits photos :

Photothèques de : BOUYGUES CONSTRUCTION (Olivier Dupont) ; COLAS (Joachim Bertrand, Jean-Dominique Billaud, Xavier Seyler / Nuuk Photographies, Antoine Soubigou) ; EIFFAGE (Gaël Arnaud, Jérôme Balleydier, Branche infrastructures, Cyrille Dupont, Energia, Eduardo Frigo / Endesa, Veronique Paul, Hervé Piraud, Gérard Uferas) ; EUROVIA (Michel Denance, Axel Heise) ; FNTP (Didier Morel) ; ISTOCK 2016 ; LES CANALISATEURS (Sylvain Barthelemy) ; NGE (P. Boulze, J. Fernandes, C. Recoura) ; SPIE Batignolles (Gilles Aymard, Nicolas Vercellino) ; VINCI (Francis Vigouroux) ; Autres : Agence Grand Public, Charlie Chesvick, Stéphane Deve.

TP Informations n°75 -
Édition novembre 2017 /

N° ISBN : 2-906243000-0

Conception & Réalisation :
Agence CIMAYA

POUR ALLER PLUS LOIN

RENDEZ-VOUS SUR :
WWW.FNTP.FR



 **FNTP** @FNTP_info

#Travaux Publics Construire, renforcer,
transformer et imaginer les territoires
#CohésionTerritoriale#Compétitivité
#CroissanceVerte

 **FNTP** @cavagneb

Innover au quotidien, accompagner
les transitions et définir un cap
pour les infrastructures.
#Programmation#Financements

SUIVEZ-NOUS

